

Jeudi 25 juin 2026

## **Auvergne-Rhône-Alpes : Au Puy-en-Velay, le groupe Elsan annonce 4 millions de la Région... avant même le vote des élus !**

C'est un secret de polichinelle : au sein de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Puy-en-Velay bénéficie d'une attention "toute particulière". Le fief politique de Laurent Wauquiez vient une nouvelle fois d'en faire la démonstration, au mépris le plus total des règles démocratiques de notre institution.

Le géant de la santé privée lucrative Elsan a annoncé publiquement [l'octroi d'une subvention régionale](#) de 4 millions d'euros pour la restructuration de la clinique Bon Secours au Puy-en-Velay. Le problème ? **Les élus régionaux n'ont jamais vu passer ce dossier, et aucun vote n'a eu lieu.**

Pour les élu·es écologistes, cette annonce « pré-mâchée » par un groupe privé au cœur des terres de Laurent Wauquiez est intolérable : comment un groupe privé peut-il acter et budgétiser une aide publique de 4 millions d'euros avant même le vote de l'assemblée ? L'exécutif régional continue de traiter le budget de la Région comme une réserve personnelle dédiée à arroser le fief de Laurent Wauquiez, ancien président de la région et désormais "conseiller spécial", en plus d'être député, court-circuitant l'ensemble des conseillers régionaux réduits à un rôle de figurants.

Pour **Renaud Daumas**, conseiller régional écologiste de Haute-Loire : « *Alors que l'hôpital public du Puy-en-Velay et l'ensemble des structures hospitalières de notre département comme de la région crient famine (fermetures de lits, urgences saturées, etc.), la Région semble choisir de flécher 4 millions d'euros d'argent public vers une clinique privée. Un choix politique lourd de sens, fait en coulisses et en terrain conquis.* »

Pour **Benjamin Joyeux**, conseiller régional écologiste et membre de la commission santé : « *Le Puy-en-Velay ne peut pas être une zone de non-droit démocratique où le budget de la Région peut être distribué avant même d'être voté. Cette annonce du groupe Elsan est la preuve d'un clientélisme assumé au cœur du fief de Laurent Wauquiez. L'argent des Auvergnats et des Rhônalpins n'a pas à servir de monnaie d'échange politique sans aucun débat transparent sur l'avenir de notre système de santé public.* »

Le groupe Les Écologistes exige que toute la transparence soit faite sur cette négociation de couloir. Ils demandent à l'exécutif de clarifier immédiatement la situation et rappellent qu'ils s'opposeront fermement à toute subvention qui ne garantirait pas de strictes contreparties sociales et environnementales, ou qui affaiblirait l'offre de soins de l'hôpital public de Haute-Loire.